

18 OCTOBRE MOBILISONS-NOUS !

ON LAISSERA PAS CASSER LA VOIE PRO !

Macron a fait de nouvelles déclarations sur la voie pro. Sous couvert d'autonomie renforcée pour les établissements, il annonce des « expérimentations locales ». La réorganisation du temps scolaire, l'augmentation et la dérégulation des PFMP pulvérisent le cadre national garant de l'égalité entre élèves et attaquent le statut des PLP menacé par l'annualisation. De plus, le recrutement de professeur-es « associé-es », le transfert de l'enseignement professionnel sur les stages en entreprise et les fermetures de filières préfigurent un plan social.

AUGMENTATION & DÉRÉGULATION DES PFMP

Macron voudrait un passage de 22 à 33 semaines de PFMP en Bac Pro et de 12/14 à 18/21 en CAP. Les élèves n'auront quasiment plus d'heures d'atelier puisque l'entreprise les formera ! La ministre confirme que cela s'appliquera **dès la rentrée 2023**. En renvoyant à l'autonomie des chef-fes d'établissement pour en décider la mise en œuvre, le chef de l'État annonce leur dérégulation ! Le cadre national des grilles horaires disciplinaires pourrait exploser et les heures d'enseignement seraient ventilées au niveau local. Départs différés, départs au fil de l'eau... les différents scénarios menacent le statut des PLP et font craindre une annualisation. Les annexes pédagogiques pour les PFMP seraient rédigées par les entreprises. **La propagande du « on apprendrait mieux sur le tas » est un prétexte pour redonner, encore plus, la main au patronat sur l'enseignement professionnel.**

QUE DEVIENT L'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ?

L'enseignement général n'est évoqué qu'à l'aune de « savoirs fondamentaux » et des disciplines de français et de maths. Que deviennent les langues vivantes, l'éco droit, l'éco gestion, les arts appliqués, l'EPS, la PSE, l'histoire-géo seront-ils considérés comme « fondamentaux » ?

La CGT Éduc'action refuse de nouvelles pertes d'heures en enseignement professionnel et en enseignement général ! La CGT revendique l'abrogation des dispositifs de la « Transformation de la Voie Professionnelle » (chef-d'œuvre, co-intervention et familles de métiers...) pour redonner du temps de formation disciplinaire aux élèves !

UN PLAN SOCIAL

Réduction du temps de formation professionnelle avec un transfert sur les PFMP, embauche de « professeur-es associé-es », issues du monde professionnel, fermetures de formations, baisse des DHG... tout cela annonce des suppressions de postes !

Macron annonce des « reconversions » pour les enseignant-es des matières professionnelles qui seront concernées. **C'est bien la menace d'un plan social !**

FERMER LES FORMATIONS NON INSÉRANTES

Macron établit un tri entre les filières qui débouchent sur un emploi et les autres, en estimant qu'il y a « *trop de jeunes qui sortent avec un diplôme mais pas d'emploi* ». « *On laisse vivre trop de filières où il n'y a quasiment pas de débouchés* », souligne-t-il. Cette logique d'adéquation absolue entre formation et besoins immédiats des entreprises locales est une vision à court terme.

CONSÉQUENCES :

- Fermetures de formations ;
- Carte des formations réduite aux débouchés locaux ;
- Restriction des possibilités d'orientation des élèves ;
- Nouveau plan de reconversion de PLP.

POUR la CGT Educ'action : il faut redonner à la carte des formations une vision sur le long terme en développant notamment les formations du soin et du lien et les formations en relation avec les enjeux climatiques et environnementaux. Les élèves issus·es des classes populaires doivent aussi avoir accès à des Bacs pro sur les métiers des médias, du sport, du juridique...

NON AU TOUT APPRENTISSAGE !

À peine atteint le chiffre des 500 000 apprenti·es, l'objectif des 1 000 000 d'apprenti·es a été annoncé. Il n'y a pas d'austérité pour l'apprentissage. Pourtant, l'apprentissage n'est pas une voie d'excellence ; les études démontrent son caractère discriminatoire et alertent sur des taux d'abandon et de rupture vertigineux. C'est surtout une voie dangereuse car les apprenti·es sont surreprésenté·es dans les accidents du travail et ils·elles sont aussi les plus exposé·es à des produits dangereux

La CGT Educ'action dénonce cette nouvelle offensive contre la voie professionnelle sous statut scolaire. Le lycée professionnel accueille l'ensemble des jeunes, sans les discriminations qui caractérisent l'entrée en apprentissage, et les fait réussir mieux. C'est donc bien cette voie de formation initiale qu'il faut développer, notamment en lui redonnant les moyens supprimés depuis des années.

La CGT appelle, avec l'intersyndicale, à une première journée de grève et de mobilisation le 18 octobre !



L'intérêt de la voie pro et des PLP : la CGT !

LES LP SORTIS DE

L'ÉDUCATION NATIONALE ?

La création d'un ministère délégué à l'enseignement et à la formation professionnels dépendant du ministre du Travail et du ministre de l'Éducation nationale est une attaque sans précédent contre la voie professionnelle sous statut scolaire. **On peut faire le constat que les LP ne sont, de fait, plus gérés par le ministère de l'Éducation nationale mais uniquement par la ministre déléguée !**

Pour Macron « *il faut réformer le lycée professionnel sur le modèle de ce qu'on a fait pour l'apprentissage* ». **Alors que la réforme de l'apprentissage est dénoncée par un grand nombre des acteur·trices de la formation professionnelle, il prône l'apprentissage comme modèle pour réformer le LP.**